

L'insécurité alimentaire dans les communautés autochtones du Nord du Canada : Exploration des principes de la bioéthique et du rôle de l'État

Ankita Datar, candidate M.Sc.
Faculté des sciences de la santé, Université McMaster
Courrier électronique : datara1@mcmaster.ca
Téléphone : 416-543-1559

Nombre de mots : 1 497

Présentation

Le rapport Vérité et Réconciliation fait état de l'oppression systématique des droits des Autochtones tout au long de l'histoire du Canada, en soulignant notamment leur manque d'accès aux soins de santé, à une nutrition appropriée et à l'eau courante. L'oppression des valeurs traditionnelles et les traumatismes du colonialisme ont entraîné plusieurs conséquences négatives (CVR, 2015). La toxicomanie, la pauvreté, le surpeuplement des maisons et la faim prévalent toujours au sein de ces communautés, après des années de politiques et de programmes négligents (Burnett, Chambers et Hay, 2016). Le cycle de mauvaise santé et de dysfonctionnement se poursuivra si les environnements sociaux ne sont pas améliorés par des investissements et des changements globaux (Richmond et Ross, 2008). La présente étude explore le thème de l'insécurité alimentaire dans les communautés autochtones du Nord du Canada. Nutrition Nord Canada (NNC) et les programmes communautaires d'aide alimentaire (PCAA) sont les principales initiatives de sécurité alimentaire dans cette région. Les deux programmes sont évalués au regard des piliers de la sécurité alimentaire, du rôle de l'État et des principes de la bioéthique, notamment la bienfaisance, la non-malfaisance, l'autonomie et la justice. Des recommandations pour faire face à l'insécurité alimentaire sont également fournies.

Aperçu : Nutrition Nord Canada (NNC)

NNC est l'initiative fédérale mise en place actuellement pour cibler l'insécurité alimentaire dans les communautés isolées du Nord du Canada. L'objectif de NNC est d'accroître la disponibilité et l'accessibilité des aliments nutritifs au moyen de subventions (Galloway, 2014). Cette initiative a été proposée pour remplacer les programmes précédents, en raison de sa transparence et de ses mécanismes de responsabilité. Le gouvernement affirme contrôler les prix et l'abordabilité en analysant régulièrement les reçus des points de vente (Galloway, 2017). Cependant, il y a des erreurs cruciales dans la conception du programme qui ont un effet sur la durabilité et la distribution des prestations. Des études indépendantes ont évalué l'incidence de NNC sur la sécurité alimentaire en analysant des documents de programme, tels que des vérifications et des rapports de conformité (Galloway, 2014; Galloway, 2017). Les chercheurs ont conclu que NNC est en grande partie inefficace en raison du manque de structure de rapport et d'évaluation. Les détaillants ne sont pas tenus de divulguer les coûts de transport réels et le poids des articles individuels expédiés (Galloway, 2017). Il n'existe donc pas de véritable moyen d'évaluer si la subvention est transférée au client et s'il y a une répartition équitable des subventions entre toutes les régions (Galloway, 2017). Le gouvernement utilise la Provision alimentaire nordique révisée (PANR) pour mesurer les milieux et les coûts alimentaires. Cet outil d'évaluation ne tient pas compte des acquisitions de nourriture par voie terrestre ou aquatique, et

les données recueillies sont incomparables avec celles du sud du Canada (Skinner et coll., 2016). Dans l'ensemble, il est difficile de déterminer si les objectifs du programme sont atteints.

NNC : implications et caractère éthique

Jusqu'à présent, toutes les initiatives gouvernementales dans cette région, y compris NNC, offrent des choix alimentaires restreints, ce qui constitue une autre politique intrusive dans l'échelle d'intervention. Au fil des années, la liste des produits admissibles au programme NNC s'est allongée pour inclure des articles adaptés aux familles, ainsi que des subventions qui soutiennent les pratiques traditionnelles. Toutefois, les facteurs sous-jacents de l'insécurité ne sont pas reconnus, notamment le manque de transmission des connaissances autochtones, le changement climatique et les restrictions de la chasse, qui réduisent davantage l'accès des communautés aux aliments traditionnels. En ce qui concerne les principes de la bioéthique, NNC ne promeut pas la bienfaisance, la non-malfaisance ou la justice, et il n'a pas amélioré de manière importante les taux de sécurité alimentaire. NNC est une approche paternaliste qui fait obstacle à l'autonomie de la population dans sa prise de décisions. Le programme oriente plutôt le choix vers des aliments d'origine européenne au moyen de subventions. La suppression de l'autonomie et des systèmes alimentaires autochtones a accru la dépendance de la population envers l'État (Burnett et coll., 2016). NNC est incapable de promouvoir des aliments adaptés à la culture et ignore par le fait même le pilier de la disponibilité alimentaire (O'Neil, 2018). Les produits subventionnés riches en nutriments restent inabordables pour la population cible, ce qui entraîne une dépendance accrue aux aliments transformés et malsains (Shukla et coll., 2019). Cette dépendance a d'importantes répercussions sur la santé : les communautés observent une augmentation des complications liées à l'alimentation comme le diabète, l'obésité et les maladies cardiaques (Pal, Haman et Robidoux, 2013).

Aperçu : Programmes communautaires d'aide alimentaire (PCAA)

Les PCAA comprennent les banques alimentaires, les soupes populaires et les centres d'amitié, qui se sont multipliés dans les régions visées pour faire face à la crise alimentaire. Des études ont montré que les utilisateurs de ces services sont en grande partie des populations autochtones qui ont quitté la réserve, ont un emploi instable et n'ont pas de connaissances en matière de chasse (Ford, Lardeau et Vanderbilt, 2012). Les PCAA améliorent l'accès à la nourriture et sa disponibilité pour les communautés dont la population croît par la migration d'entrée et dont l'économie est en pleine mutation. On constate une diminution des réseaux de partage de la nourriture dans les villes en raison de l'augmentation des emplois salariés et du manque de temps pour la chasse et d'autres activités traditionnelles. (Ford, Lardeau, Blackett, Chatwood et Kurszewski, 2013). Bien que les emplois salariés aient considérablement augmenté dans les villes, les travailleurs ont souvent un emploi saisonnier ou à contrat. L'aide sociale du gouvernement est insuffisante pour couvrir les frais de logement et de nourriture, en particulier pour les grands ménages monoparentaux. Par conséquent, les programmes communautaires comme les banques alimentaires doivent offrir aux utilisateurs des services alimentaires plus fiables. Cependant, il arrive souvent que les PCAA n'ont pas le financement et les infrastructures nécessaires pour améliorer l'accessibilité des aliments (Fieldhouse et Thompson, 2012). Les banques alimentaires ne sont autorisées à fournir que des aliments commerciaux, habituellement européens, en raison des règles de sécurité imposées. Les aliments traditionnels ne se trouvent que dans quelques programmes offerts par l'intermédiaire des centres d'amitié.

PCAA : implications et caractère éthique

Sans financement des organismes gouvernementaux, la plupart des programmes doivent s'autofinancer grâce à des activités de collecte de fonds (Ford et coll., 2013). Il est donc difficile pour les PCAA de fournir des aliments de bonne qualité nutritive, ce qui réduit l'accès des utilisateurs à des aliments sains et frais. Les chercheurs ont souligné que les PCAA ne promeuvent pas les choix sains dans les populations souffrant d'insécurité alimentaire, pas plus qu'ils ne favorisent la prévention des maladies chroniques (Pal et coll., 2013). Cela contribue à la dépendance de la communauté envers les produits transformés, entraînant ainsi une augmentation de la prévalence de la malnutrition, de l'obésité et du diabète (Pal et coll., 2013). L'exclusion des aliments traditionnels appropriés restreint le choix des utilisateurs, ce qui réduit leur autonomie. Cependant, les PCAA répondent aux principes de bienfaisance, de non-malfaisance et de justice en fournissant un service précieux qui profite à la communauté sans lui nuire. Les avantages de ces programmes sont répartis équitablement entre les populations vulnérables.

Recommandations

La souveraineté alimentaire autochtone peut être réalisée grâce à une combinaison d'initiatives qui ciblent les niveaux fédéral, provincial et communautaire. En premier lieu, le gouvernement doit s'assurer que les programmes en cours dans la région disposent d'une structure de suivi et d'évaluation fonctionnelle. Cela permet aux fonctionnaires de déterminer l'efficacité du programme et de procéder aux modifications appropriées qui profitent également à la population cible. En outre, les politiques actuelles doivent être améliorées pour répondre aux besoins des populations autochtones et redonner vie aux systèmes alimentaires traditionnels. Les réglementations provinciales actuelles ne permettent pas aux chasseurs-cueilleurs de vendre leurs produits à grande échelle, ce qui réduit les possibilités de générer des revenus (Ford et coll., 2012). Le fait de subventionner les pratiques autochtones peut contribuer à accroître l'intérêt pour le réapprentissage des traditions de cueillette d'aliments sauvages et de chasse, notamment au sein des jeunes générations. La Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs a été lancée par le gouvernement en 2016 pour rendre plus abordables les pratiques traditionnelles de chasse et de cueillette (Gouvernement du Canada, 2019). L'octroi de cette subvention est la première étape qui permet aux chasseurs de s'offrir du matériel de chasse tout en percevant un salaire. Un plus grand soutien du gouvernement, notamment par l'entremise d'un financement et de subventions considérables, est nécessaire pour que les communautés puissent se rapprocher de la terre et combler les lacunes en matière de connaissances traditionnelles.

Une autre recommandation concerne le développement de serres grâce à un financement conjoint du gouvernement et d'ONG. Grâce à un soutien pédagogique et à des outils agricoles, les communautés locales pourraient s'occuper elles-mêmes des serres. Cette occasion d'apprentissage sera bénéfique pour les jeunes générations et contribuera à la santé de la communauté. En raison de l'incertitude météorologique dans le nord, les entreprises agricoles sont difficiles à maintenir et ont des saisons de croissance courtes (Rudolph et McLachlan, 2013). L'introduction de serres commerciales à grande échelle créera des emplois et permettra aux communautés d'obtenir des récoltes plus grandes. Les cultures peuvent être adaptées aux préférences traditionnelles en incluant des aliments sains et adaptés à la culture. Une formation appropriée peut être dispensée par les organismes afin d'améliorer la compréhension de la manière dont les serres doivent être entretenues. Les aînés et les diététistes de la communauté peuvent se servir de cette plateforme pour enseigner aux générations futures la valeur

nutritionnelle des aliments locaux. Cela permettra non seulement d'atténuer les conditions d'insécurité, mais aussi de fournir un moyen par lequel la communauté peut partager la culture et les valeurs autochtones.

L'amélioration des réseaux de partage des denrées alimentaires peut également atténuer la faim et l'insécurité au sein de la population cible. De nombreuses études ont révélé l'importance des aliments traditionnels pour les participants, qu'ils vivent dans des communautés régionales ou dans des réserves (Fieldhouse et Thompson, 2012). Cependant, les activités de récolte, de chasse et de partage de la nourriture ont diminué en raison de l'augmentation des emplois salariés, des restrictions de chasse et du changement climatique. Un soutien financier est nécessaire pour établir des réseaux qui peuvent soutenir les besoins croissants de la communauté autochtone. L'introduction d'un réseau de partage officiel, qui fournit des aliments chassés ou récoltés par la communauté, peut accroître la stabilité et la disponibilité des aliments. Pour former un système de distribution organisé, il faut une infrastructure, un soutien administratif et un financement. Les travailleurs sociaux peuvent organiser la manière dont la nourriture sera partagée au sein de la communauté en donnant la priorité aux ménages à faible revenu, aux parents isolés ou aux personnes âgées.

Pour conclure, la prise en compte des opinions et des suggestions des Autochtones est cruciale tout au long de la phase de formulation, de mise en œuvre et d'évaluation du programme. Ces programmes doivent répondre au principe d'autonomie en offrant des choix plutôt qu'en adoptant une approche restrictive et paternaliste. Il est essentiel que les programmes intègrent la jeunesse autochtone dans ce cadre, afin d'accroître la viabilité et la durabilité des changements. Dans l'ensemble, la communauté autochtone a besoin d'initiatives qui favorisent l'autosuffisance, la durabilité et les systèmes de marché traditionnels. De telles pratiques permettront de réduire la dépendance envers l'État, d'améliorer la qualité du régime alimentaire et de préserver la culture et les valeurs autochtones.

Références

- Burnett, K., Hay, T. et L. Chambers. « Settler Colonialism, Indigenous Peoples and Food: Federal Indian policies and nutrition programs in the Canadian North since 1945 », *Journal of Colonialism and Colonial History*, 2016, vol. 17, n° 2. doi :10.1353/cch.2016.0030
- CVR. *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir : sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada*, 2015. Tiré de : http://www.trc.ca/assets/pdf/French_Exec_Summary_web_revised.pdf.
- Fieldhouse, P. et S. Thompson. « Tackling food security issues in indigenous communities in Canada: The Manitoba experience », *Nutrition & Dietetics*, 2012, vol. 69, n° 3, p. 217-221. doi :10.1111/j.1747-0080.2012.01619.x
- Ford, J., Lardeau, M. et W. Vanderbilt. « The characteristics and experience of community food program users in arctic Canada: A case study from Iqaluit, Nunavut », *BMC Public Health*, 2012, vol. 12, n° 1. doi :10.1186/1471-2458-12-464
- Ford, J. D., Lardeau, M., Blackett, H., Chatwood, S. et D. Kurszewski. « Community food program use in Inuvik, Northwest Territories », *BMC Public Health*, 2012, vol. 13, n° 1. doi :10.1186/1471-2458-13-970
- Fraser, S. L., Parent, V. et V. Dupéré. « Communities being well for family well-being: Exploring the socio-ecological determinants of well-being in an Inuit community of Northern Quebec », *Transcultural Psychiatry*, 2018, vol. 55, n° 1, p. 120-146. doi :10.1177/1363461517748814
- Galloway, T. « Is the Nutrition North Canada retail subsidy program meeting the goal of making nutritious and perishable food more accessible and affordable in the North? », *Can J Public Health*, 2014, vol. 105, n° 5, p. 395. doi :10.17269/cjph.105.4624
- Galloway, T. « Canada's northern food subsidy Nutrition North Canada: A comprehensive program evaluation. International Journal of Circumpolar Health », 2017, vol. 76, n° 1, 1279451. doi :10.1080/22423982.2017.1279451
- Gouvernement du Canada. *Le gouvernement du Canada annonce l'apport d'autres changements à Nutrition Nord Canada*, 2019. Tiré de : www.canada.ca/fr/relations-couronne-autochtones-affaires-nord/nouvelles/2019/08/le-gouvernement-du-canada-annonce-lapport-dautres-changements-a-nutrition-nord-canada.html.
- O'Neill, K. « Traditional beneficiaries: Trade bans, exemptions, and morality embodied in diets. Agriculture and Human Values », 2018, vol. 35, n° 2, p. 515-527. doi :10.1007/s10460-017-9846-0

- Pal, S., Haman, F. et M. A. Robidoux. « The Costs of Local Food Procurement in Two Northern Indigenous Communities in Canada », *Food and Foodways*, 2013, vol. 21, n° 2, p. 132-152. doi :10.1080/07409710.2013.792193
- Richmond, C. A. et N. A. Ross. « Social support, material circumstance and health behaviour: Influences on health in First Nation and Inuit communities of Canada », *Social Science & Medicine*, 2008, vol. 67, n° 9, p. 1423-1433. doi :10.1016/j.socscimed.2008.06.028
- Rudolph, K. R. et S. M. Mclachlan. « Seeking Indigenous food sovereignty: Origins of and responses to the food crisis in northern Manitoba, Canada », *Local Environment*, 2013, vol. 18, n° 9, p. 1079-1098. doi :10.1080/13549839.2012.754741
- Shukla, S., Alfaro, J., Cochrane, C., Garson, C., Mason, G., Dyck, J., . . . Barkman, J. « Nimiciwinaᑎ, nipimatisiwinaᑎ – “our food is our way of life”: On-Reserve First Nation perspectives on community food security and sovereignty through oral history in Fisher River Cree Nation, Manitoba » *Canadian Food Studies*, 2019, vol. 6, n° 2, p. 73-100. doi : 10.15353/cfs-rcea.v6i2.218
- Skinner, K., Burnett, K., Williams, P., Martin, D., Stothart, C., Leblanc, J., . . . Sheedy, A. « Challenges in assessing food environments in northern and remote communities in Canada », *Can J Public Health*, 107, 60. doi :10.17269/cjph.107.5324